

# LE PROJET DE LOI SUR LA PROFESSION INFIRMIÈRE RATE SA RENCONTRE AVEC LES PROFESSIONNELLES DE TERRAIN

**C'est dans un hémicycle quasi désert que, le lundi 10 mars en soirée, a été discutée et adoptée par une Assemblée Nationale sans majorité absolue la proposition de loi sur « la profession d'infirmier », déposée par la députée Renaissance Mme Dubré-Chirat, également rapporteure de la proposition.**

Ce texte était issu de la commission des affaires sociales (CASAN) qui avait, avec la complicité de la présidente Mme Braun-Pivet (également Renaissance), écarté tous les amendements déplaisant à la rapporteure, par un dévoiement antidémocratique particulièrement choquant de l'article 40 de la Constitution.

De même, les auditions de la CASAN, qui auraient pu permettre un éclairage complet et sincère des parlementaires, ont été accordées « à la tête du client » et en fonction du soutien déclaré au texte proposé.

Ainsi, la première organisation représentative de la fonction publique hospitalière, premier employeur des infirmières de toutes les catégories, n'a pas été auditionnée par la CASAN, tandis que celle-ci entendait des organisations professionnelles parfois composées de quelques dizaines d'adhérents, non élues par les professionnels, et toutes non représentatives dans les faits et au regard de la loi.

Enfin, la précipitation et le coup de force sont également actés par la validation, le même jour que l'adoption du texte, du passage en procédure accélérée, réduisant ainsi de moitié les débats.

Ce texte adopté engage de façon majeure l'avenir de la première profession de santé. Il sera complété par un dispositif réglementaire d'application dont rien n'a été dit, pas même aux parlementaires, ce qui justifie toutes les inquiétudes pour les patients, mais aussi pour les professionnels. Il trace une voie très éloignée des attentes fortes des professionnels de terrain et n'apportera donc pas de solution à leur malaise et à leur fuite. Si des évolutions sont souhaitables, les infirmières ne demandent pas encore plus de charges et de responsabilités. Elles en ont déjà assez. Elles ne souhaitent pas un transfert massif des missions des médecins vers leur profession ou un allongement de leur formation initiale.

## **Ce qu'elles attendent avant tout :**

- *De bonnes conditions de travail qui leur permettent d'exercer leur profession en sécurité, mais aussi conformément à leurs valeurs et leur déontologie.*
- *Des effectifs suffisants.*
- *Un droit à la formation.*
- *Un juste équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.*
- *Une rémunération enfin à la hauteur, une juste indemnisation des lourdes sujétions.*
- *La reconnaissance de la pénibilité de leur exercice professionnel.*

Enfin, la nouvelle structuration de la filière infirmière qui se dessine nie le rôle essentiel et efface les infirmiers spécialisés au profit d'une mise sous les projecteurs, jusqu'à la propagande, des seuls infirmiers de pratique avancée (IPA) qui, pour rappel, ne représentent aujourd'hui même pas 2 500 professionnels sur 600 000 et dont le modèle n'est pas, notamment du point de vue de leur formation, sans difficultés majeures.

## **Alors :**

- *Quelle est la vraie raison de l'obstination de Mme la rapporteure à s'opposer, malgré l'engagement formel de l'État il y a trois ans, à l'officialisation de la pratique avancée historique des infirmiers anesthésistes, reconnue par tous, y compris l'IGAS ?*
- *Pourquoi ne pas reconnaître vraiment les infirmières puéricultrices, notamment par une formation graduée master et une place spécifique réaffirmée par la loi ?*
- *Pourquoi ne pas faire tomber les dispositifs, imposés sous pression des chirurgiens libéraux, bradant les actes exclusifs et le rôle majeur des infirmières de bloc opératoire ?*

**Si l'intention est vraiment de reconnaître les infirmières et non de leur faire pallier, à moindre coût, les carences de notre système de santé délibérément créées par la baisse de son financement ou de favoriser la rentabilité des employeurs privés, alors :**

- ***Partons de leurs demandes et besoins, et non de ce que certains veulent pour elles.***
- ***Demandons au gouvernement d'ouvrir immédiatement de vraies négociations sur les sujets qui préoccupent vraiment les infirmières. En tant que premier employeur, il donnerait ainsi enfin l'exemple.***